

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): J'ai étudié la question et j'ai décidé de m'en abstenir.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LES PRÉVISIONS DU MINISTÈRE QUANT AU NIVEAU DU CHÔMAGE L'HIVER PROCHAIN

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'ai une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, si je peux obtenir son attention. Peut-il indiquer à la Chambre dans son nouveau rôle si son ministère a effectué des études relatives aux niveaux de chômage prévus pour cet hiver? Dans l'affirmative, songerait-il à déposer ces études?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, bien entendu, le ministère se tient constamment au fait de la situation. Je devrai me renseigner pour savoir s'il y aurait des documents qu'il conviendrait de déposer en ce moment.

LE CHÔMAGE ET LES COURS DE FORMATION DES ADULTES

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. A-t-on ordonné aux bureaux de la main-d'œuvre d'accepter moins de demandes des chômeurs qui veulent suivre des cours de formation des adultes, à cause des fortes pressions qu'exerce sur le budget le taux élevé de chômage?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je doute fort qu'une telle directive ait été donnée, mais je vais m'en assurer.

* * *

LE NORD CANADIEN

L'AIDE FINANCIÈRE À UN CONSORTIUM ÉTRANGER EN VUE D'EXPLOITER LES MINES DE FER DE L'ÎLE DE BAFFIN

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et lui demander si son ministère projette d'aider financièrement un consortium de corporations sud-africaines et américaines pour rouvrir les mines de fer de l'île Baffin?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, nous étudions le projet de Merry River, entrepris sur la Terre de Baffin. Nous n'avons encore élaboré aucune politique définitive. Les compagnies intéressées ont des contacts réguliers avec les experts de mon ministère et s'ils viennent nous proposer un plan précis, nous verrons ce que le gouvernement peut faire en vue de les aider.

[L'hon. M. Hees.]

Quant à moi, j'aimerais bien qu'un jour, cet important dépôt de minerai de fer soit exploité, ce qui nous permettrait de créer des emplois nombreux et permanents pour la population autochtone de la région.

[Traduction]

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Étant donné que sept des onze sociétés qui aménagent actuellement la région des Territoires du Nord-Ouest sont d'origine étrangère, le ministre s'engagerait-il à faire une déclaration à l'appel des motions devant la Chambre avant que cet accord ne soit définitivement signé en donnant des renseignements tels que le montant total de l'aide fournie par le gouvernement et le nom des sociétés à qui cette aide sera accordée?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Évidemment, monsieur le président, si le gouvernement, en vient à une conclusion, nous ferons une annonce à la Chambre des communes, mais je ne crois pas que nous puissions en venir à une proposition concrète avant plusieurs mois, peut-être un an.

* * *

LA POLLUTION

LES MESURES VISANT À RÉDUIRE LA PRÉSENCE DU MERCURE DANS LES EAUX DE LA BAIE JAMES ET DE LA BAIE D'HUDSON

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Est-ce que le ministère prend actuellement des mesures concrètes en vue d'enrayer la pollution des eaux de la baie James et de la baie d'Hudson, laquelle constitue un danger réel pour nos richesses naturelles?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Voici, monsieur le président. Les usines qui causent la pollution dans la baie James ne sont pas situées dans les Territoires du Nord-Ouest. Elles le seraient plutôt dans l'Ontario ou le Québec.

Nous faisons des études, à ce moment-ci, en vue de déterminer ces sources de pollution, et nous entrerons immédiatement en contact avec les autorités des provinces intéressées afin de les mettre au courant de ce problème et leur demander d'agir en conséquence.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire.

Le ministre sait-il que l'usine de la société Domtar à Lebel-sur-Quévillon est une des sources de pollution des eaux de la baie James?

L'hon. M. Chrétien: Je ne sais pas si c'est exactement cette usine-là. Cela est possible, et si c'est le cas, nous aviserons les autorités concernées de prendre les mesures nécessaires en vue de protéger la baie James et les ressources naturelles qui s'y trouvent, qui constituent un moyen de subsistance très important pour les Esquimaux et les Indiens de cette région.

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.